

**=== NOTRE REVUE DE PRESSE DE LA SEMAINE === Sélection du 2
au 8 octobre 2017**



Photo à la Une : La puce RFID implantée sous la peau se répand



La puce RFID implantée sous la peau se répand de façon inquiétante, notamment en Suède. D'un côté, cela est présenté comme quelque chose de tout à fait attrayant, comme le fait de pouvoir composer un billet de train avec sa main. Mais quelle contrepartie à ces opérations électroniques facilitées ? C'est en fin de compte accepter que ses données personnelles - administratives et biologiques - puissent être transmises de manière incontrôlée à des entités diverses. L'UPR s'oppose avec vigueur à cette dérive sociétale digne du 1984 d'Orwell, et continuera de défendre une interdiction planétaire du puçage humain. Source : [Le Monde \(3 octobre\)](#)

France

Des rescapés de Saint-Martin abandonnés à Orly

Suite de la gestion désastreuse d'Irma... L'État abandonne lâchement 100 à 150 de nos infortunés compatriotes qui ont tout perdu, et n'ont ni école pour les enfants, ni logement, ni interlocuteur gouvernemental. Source : [France Inter \(4 octobre\)](#)

Les saisies sur compte vont rapporter encore plus aux banques

Il s'agit des coûts prélevés par les banques lorsqu'une administration fait une demande de saisie. Les banques se permettent d'augmenter leurs marges déjà considérables car les populations impactées par ces mesures ne correspondent pas à leur clientèle aisée privilégiée. Source : [Le Parisien \(2 octobre\)](#)

Le droit américain sur le sol français

Signe de la vassalisation de la France, un accord signé sous le mandat Hollande permet aux États-Unis de faire prévaloir la législation américaine sur le territoire français en matière fiscale, alors que la réciprocité n'a pas lieu. Des Français nés "par erreur" sur le sol américain en font les frais. Source : [Le Figaro \(3 octobre\)](#)

Une responsable LREM demande le licenciement d'un journaliste trop critique

LREM ne supporte pas la critique. C'est ce qu'a pu constater un journaliste de l'Est Républicain qui dénonçait le cumul des fonctions de la responsable LREM. Source : [France 3 \(4 octobre\)](#)

France : un butin en cours de pillage

Airbus attaqué par les États-Unis

Le scénario de la reprise d'Alstom pourrait se répéter avec Airbus. Les pressions judiciaires américaines, fondées sur le même principe d'extraterritorialité du droit des États-Unis, pourraient faire vaciller le géant de l'aviation pour en permettre le rachat dans un deuxième temps. Macron laissera-t-il continuer à brader les fleurons du patrimoine français ? Source: [La Croix \(8 octobre\)](#)

Le transfert de salariés SNCF vers des filiales privées pourra être contraint

L'UE a demandé l'ouverture à la concurrence du rail, et les régions pourront choisir librement leur opérateur à partir de décembre 2019. Une autre marque phare de la France, la SNCF, va donc s'affaiblir. En parallèle, nombre de ses salariés risquent de perdre des pans importants de leur statut de salarié public, sans qu'ils ne puissent s'y opposer. Source : [Boursorama \(2 octobre\)](#)

La Guyane handicapée par une directive européenne

L'application d'une directive européenne impose de nouvelles normes et contraintes absolument incompatibles avec la situation très particulière de la Guyane. Les surcoûts induits risquent de rendre tout nouveau projet impossible en Guyane. Les Guyanais demandent une dérogation, jusque là refusée par le gouvernement. Source : [Guyane 1ère \(3 octobre\)](#)

France : dégâts de l'austérité

Le gouvernement veut fermer une Cour d'appel sur deux

Pendant sa campagne électorale, Macron avait pourtant promis une véritable justice de proximité en France ! Cette mesure va au contraire inciter les professionnels de justice à s'installer là où subsistera encore une cour ou un tribunal. Ce sont des déserts judiciaires en série qui sont en train d'être créés par le gouvernement. Source : [Sud Radio \(2 octobre\)](#)

Fin de la délivrance des cartes grises dans certaines préfectures

Suite à cet abandon des départements ruraux par l'État, des services privés payants se mettent en place pour pallier la carence du service public. Le surcoût est de 30 euros pour le citoyen. Où est passée **l'égalité** des Français sur le territoire de la République, telle qu'elle figure sur le fronton des mairies de France ? Source : [Centre Presse \(5 octobre\)](#)

Le gouvernement supprime la prime d'activité pour les invalides

Les pensionnés d'invalidité en emploi ayant de faibles ressources bénéficient d'une prime d'activité. À partir du 1er janvier 2018, ils en seront privés. Source : [Faire Face \(2 octobre\)](#)

Radars : la politique du tiroir-caisse

Censé éduquer le public, le système des radars routiers est de plus en plus utilisé pour remplir le tiroir-caisse de l'État. Le projet de loi de finances pour 2018 entend augmenter les recettes des radars de 10% avec notamment des voitures banalisées confiées à des sociétés privées. Source : [Le Point \(6 octobre\)](#)

? de dotations aux communes en moins, égale ? de photo de Macron en moins !

C'est la formule retenue par le maire de la commune de Grand-Failly en Meurthe-et-Moselle. Il a reçu de nombreux messages de soutien de la part de collègues maires. Source : [Le Républicain Lorrain \(8 octobre\)](#)



Euros-régions et démantèlement des États-nations

Manifestation monstre anti-indépendantiste à Barcelone

Les grands États-nations d'Europe ne sont pas encore morts pour le plus grand profit des euro-atlantistes qui

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~ veut "diviser pour régner". Entre 350 000 et 950 000 personnes ont défilé pour le maintien de l'unité espagnole, soulignant ainsi l'illégitimité du référendum illégal sur l'indépendance de la Catalogne. Source : [BFM TV \(8 octobre\)](#)



La "réunification" de la Bretagne

Les européistes en charge du démantèlement de la France par les [euro-régions](#) prennent inspiration de l'exemple catalan et préparent la prochaine partition de la France. L'un des fossoyeurs du pays est le président de l'Assemblée nationale, François de Rugy, dont on pourrait pourtant penser qu'il est dans son rôle de défendre l'intégrité du territoire.

Source : [20 minutes \(3 octobre\)](#)

Fusion de l'Indre et du Cher en 1 seul département

L'égalité territoriale des Français, découlant des départements hérités de la Révolution, est en train de disparaître à petit feu. Des baronnies plus ou moins grandes se recréent, comme du temps de l'Ancien Régime. **Derrière cette lame de fond de réformes territoriales incessantes, l'on trouve les [eurorégions](#) promues en sous-main par Bruxelles. L'UE souhaite en effet *in fine* voir le démembrement des États-nations pour aller dans le sens d'une Europe des régions.** Source : [France Bleu \(3 octobre\)](#)

Philippe Fournie (à gauche) et Dominique Roulet (à droite) veulent "réunifier" le Berry.

Régions françaises unies contre l'État-nation

La politique des [euro-régions](#) apporte ses premiers fruits et l'identité régionale a le vent en poupe sous la promotion marketing des européistes. La réforme des grandes régions a créé des entités qui sont en mesure de s'opposer à l'échelon France. Bref, le démantèlement de la France sur le modèle espagnol, que [François Asselineau explique depuis plusieurs années](#) si l'on reste dans l'UE, progresse... Source : [France Culture \(2 octobre\)](#)

Remplacer le Sénat par une chambre des euro-régions

Démanteler progressivement la France en attendant sa dissolution complète dans une Europe des Euro-régions, dominée par Washington et Berlin, voilà l'idée obsessionnelle des européistes, ici représentés par l'inénarrable Cohn-Bendit. Source : [L'Obs \(28 septembre\)](#)

Sondage sur la tenue de référendums d'autodétermination en France

Un sondage qui donne 53% d'opinions favorables à propos d'un sujet aussi grave menant à la partition de la France... est-il le reflet de la réalité, ou une manipulation médiatique au service de la promotion des Euro-régions ? Source : [France Info \(6 octobre\)](#)

La Vénétie et la Lombardie organisent des référendums d'autonomie

Europe

L'Irlande, le Luxembourg, Malte et Chypre font barrage au projet macronesque de taxation des Gafa

Encore une “macronerie” qui tombe à l’eau ! La marionnette Macron est en train de découvrir que, sur ce sujet comme beaucoup d’autres, c’est la règle de l’unanimité qui prime, et non son seul désir de roitelet. Source :

[Yahoo Finance du 2 octobre 2017](#)



Le projet d'Europe de la défense jugé "suicidaire" pour la Pologne

Selon une experte polonaise des questions de défense, la Pologne ne partage pas les mêmes intérêts stratégiques que la France et ne pourra que refuser les réformes que la France "tente d'imposer". Source : [Euractiv \(4 octobre\)](#)

Beata Szydlo, Première ministre polonaise, a déjà répondu vertement à Macron lorsque celui-ci s'était permis d'insulter la Pologne pendant son séjour en Bulgarie. Cette femme n'est pas du genre à se laisser impressionner par les élucubrations sur "l'Europe de la défense" du Narcisse fardé de l'Élysée.

L'Allemagne s'oppose à la mise en place d'un fond de garantie européen à cause de risques élevés de faillite des banques

L'Allemagne explique qu'elle ne pourrait accepter un mécanisme européen de garantie des dépôts, qui s'appliquerait à tous les dépôts de la zone euro de 100.000 euros au plus, qu'à la condition que les risques de faillite bancaire soient sensiblement réduits. C'est un énième exemple de l'inexistence de toute solidarité européenne et un énième camouflet pour Macron. Source : [L'Usine Nouvelle \(5 octobre\)](#)

La Grèce maintenue sous pression budgétaire

Encore un effort pour la Grèce, selon les ordres du président de l'Eurogroupe Jeroen Dijsselbloem. Sous pression depuis 2010, **la Grèce doit encore adopter... une centaine de mesures ultralibérales imposées par l'UE, sans que ne soit encore visible d'amélioration flagrante de son économie.** Rappelons que la Grèce est dirigée par la "gauche radicale" de Tsipras, l'ami de Mélenchon.... Source : [Les Echos \(2 octobre\)](#)

La Commission européenne fait pression sur la Hongrie pour sa loi sur les ONG

La nouvelle législation hongroise oblige les ONG à assurer la transparence sur les financements venant de l'étranger. Ces mesures ne sont pas du goût de l'UE qui menace le pays de sanctions financières. Source : [Romandie \(4 octobre\)](#)

Brexit : fantasmes et réalités autour de la "facture de sortie"

Le Royaume Uni pourrait accepter d'honorer sa participation au budget de l'Union jusqu'en 2020. En revanche il refuserait la contribution aux retraites des fonctionnaires européens, la prise en charge du déménagement de l'Autorité bancaire européenne et de l'Agence européenne du médicaments, ainsi que la contribution aux "assurances", à l'image du Mécanisme européen de stabilité. Source : [La Tribune \(6 octobre\)](#)

Monde

Afghanistan : Washington réquisitionne des troupes sous drapeau de l'OTAN

Les membres de l'OTAN sont sommés par les États-Unis de fournir un millier de soldats pour accompagner le renforcement de la présence américaine en Afghanistan. Source : [Le Figaro \(5 octobre\)](#)

La Russie continue ses achats massifs d'or

En plus d'être le plus gros acheteur officiel d'or, la Russie fait aussi partie des trois plus grands producteurs mondiaux. Source : [goldbroker \(2 octobre\)](#)

La dette mondiale des ménages est 20% supérieure à celle de 2008

Aux États-Unis, le niveau de l'endettement dépasse celui que l'on constatait avant la crise financière, tandis que les ménages en Chine accumulent de plus en plus de dettes. Selon le Fonds Monétaire International, tout cela constitue la formule idéale pour créer un déséquilibre financier planétaire et une nouvelle crise bancaire. Source : [L'Express \(5 octobre\)](#)

Publications UPR de la semaine

- **François Asselineau invité sur TV Agri au sommet de l'élevage à Clermont-Ferrand - Source : [UPR \(5 octobre\)](#)**
- **La Charte fondatrice de l'UPR est maintenant disponible en 12 langues étrangères Source : [UPR \(7 octobre\)](#)**
- **Les "indépendantistes catalans dans le cadre de l'UE" exigent un référendum dans le département français des Pyrénées-Orientales, rebaptisé "Catalogne-nord" - Source : [UPR \(8 octobre\)](#)**

Notre sélection de la semaine est à partager massivement !

Vos retours sont les bienvenus sur selection_infos@upr.fr.

ça pourrait rentrer dans la catégorie euro-région. Je pense d'ailleurs que 3-4 articles suffiraient dans cette catégorie.